

**Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale**

**Séance plénière  
du vendredi 25 octobre 2002**

SEANCE DE L'APRES-MIDI

SOMMAIRE

	Pages
EXCUSES	171
QUESTIONS D'ACTUALITE	
— De M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement, concernant « le projet d'organisation d'une exposition sur le logement social »	171
— De M. Jos Van Assche à M. François-Xavier de Donnea, Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique, concernant « la concertation avec la population du quartier des institutions européennes à l'occasion du Sommet européen des 24 et 25 octobre »	173
— De M. Dominiek Lootens-Stael à M. Jos Chabert, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente, concernant « le fonctionnement des caméras de surveillance de la STIB »	174
Question d'actualité jointe de M. Albert Mahieu concernant « le non-fonctionnement des caméras de surveillance sur le réseau STIB »	174

**Brusselse Hoofdstedelijke Raad**

**Plenaire vergadering  
van vrijdag 25 oktober 2002**

NAMIDDAGVERGADERING

INHOUDSOPGAVE

	Blz.
VERONTSCHULDIGD	171
DRINGENDE VRAGEN	
— Van de heer Michel Lemaire aan de heer Alain Hutchinson, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting, betreffende « de plannen voor de organisatie van een tentoonstelling over de sociale huisvesting »	171
— Van de heer Jos Van Assche aan de heer François-Xavier de Donnea, Minister-President van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek, betreffende « het overleg met de bewoners van de wijken waar de Europese instellingen gevestigd zijn naar aanleiding van de Europese Top op 24 en 25 oktober »	173
— Van de heer Dominiek Lootens-Stael aan de heer Jos Chabert, minister van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, betreffende « de werking van de observatiecamera's van de MIVB »	174
Toegevoegde dringende vraag van de heer Albert Mahieu betreffende « het niet functioneren van de bewakingscamera's op het MIVB-net »	174

	Pages		Blz.
	—		—
— De M. Denis Grimberghs à M. Guy Vanhengel, ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures, concernant « la conférence de presse du gouvernement sur le projet de budget 2003 »	176	— Van de heer Denis Grimberghs aan de heer Guy Vanhengel, minister van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen, betreffende « de persconferentie van de regering over het ontwerp van begroting 2003 »	176
<b>VOTES NOMINATIFS</b>		<b>NAAMSTEMMINGEN</b>	
— Vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération du 24 mai 2002 entre l'autorité fédérale et les régions relatif à la création d'une Agence pour le Commerce extérieur (n <sup>os</sup> A-329/1 et 2 – 2001/2002)	178	— Naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 24 mei 2002 tussen de federale overheid en de gewesten met betrekking tot de oprichting van een Agentschap voor Buitenlandse Handel (nrs. A-329/1 en 2 – 2001/2002)	178
— Vote nominatif sur la proposition de résolution (de M. Joël Riguelle) visant à encourager l'achat de produits et services issus du commerce équitable (n <sup>os</sup> A-297/1 et 2 – 2001/2002)	178	— Naamstemming over het voorstel van resolutie (van de heer Joël Riguelle) ter bevordering van de aankoop van <i>fair trade</i> -producten en -diensten (nrs. A-297/1 en 2 – 2001/2002)	178

PRESIDENCE DE **M. MARC COOLS**, VICE-PRESIDENT

VOORZITTERSCHAP VAN **DE HEER MARC COOLS**, ONDERVOORZITTER

*La séance plénière est ouverte à 14 h 30.*

*De plenaire vergadering wordt geopend om 14.30 uur.*

**M. le Président.** — Je déclare ouverte la séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du vendredi 25 octobre 2002.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van vrijdag 25 oktober 2002 geopend.

**EXCUSES**

**VERONTSCHULDIGD**

**M. le Président.** — Ont prie d'excuser leur absence : Mme Fatiha Saïdi, MM. Jacques De Grave, Serge de Patoul, Philippe Smits, Mmes Anne-Françoise Theunissen, Françoise Schepmans, Caroline Persoons et M. Johan Demol.

Verontschuldigen zich voor hun afwezigheid : mevrouw Fatiha Saïdi, de heren Jacques De Grave, Serge de Patoul, Philippe Smits, mevrouw Anne-Françoise Theunissen, mevrouw Françoise Schepmans, mevrouw Caroline Persoons en de heer Johan Demol.

**QUESTIONS D'ACTUALITE**

**DRINGENDE VRAGEN**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle les questions d'actualité.

Aan de orde zijn de dringende vragen.

**QUESTION D'ACTUALITE DE M. MICHEL LEMAIRE A M. ALAIN HUTCHINSON, SECRETAIRE D'ETAT A LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGE DU LOGEMENT, CONCERNANT « LE PROJET D'ORGANISATION D'UNE EXPOSITION SUR LE LOGEMENT SOCIAL »**

**DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER MICHEL LEMAIRE AAN DE HEER ALAIN HUTCHINSON, STAATSSECRETARIS**

**VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST BEVOEGD VOOR HUISVESTING, BETREFFENDE « DE PLANNEN VOOR DE ORGANISATIE VAN EEN TENTOONSTELLING OVER DE SOCIALE HUISVESTING »**

**M. le Président.** — La parole est à M. Michel Lemaire pour poser sa question.

**M. Michel Lemaire.** — Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire d'Etat, Chers Collègues, ma question est adressée à M. Alain Hutchinson, secrétaire d'Etat au Logement.

Il y a quelques jours, le journal « Le Soir » a consacré quelques dizaines de lignes à une exposition que vous voulez organiser et qui concerne le logement social. Nous avons déjà eu l'occasion de vous interpeller lors de l'examen du budget, l'an dernier, pour vous demander de renoncer à ce projet vu la situation assez catastrophique, que vous avez décrite vous-même, du logement social.

J'ai déjà eu l'occasion, dans le cadre des excellentes relations que nous entretenons, de vous dire démocratiquement tout le mal que j'en pensais.

Ne croyez-vous pas que le fait de maintenir cette exposition dans la situation que nous connaissons constitue une sorte de coup de poing à toutes les personnes qui ont des difficultés considérables pour se loger ?

J'entends bien, Monsieur Hutchinson, que vous voulez inscrire cette exposition dans la perspective historique d'un mouvement social consacré au logement du même nom, qui est incontestablement important et qui est la marque d'une victoire de toutes les personnes de progrès. Mais je voudrais demander votre avis : ne croyez-vous pas qu'il serait judicieux plutôt que de faire cette exposition extraordinairement onéreuse, de reprendre deux expositions qui viennent d'être faites ? Une, il y a quelques semaines était présentée dans les couloirs de ce Parlement, à l'occasion de la journée du Rapport sur la pauvreté. Une autre exposition était présentée à la Place de la Monnaie, à l'occasion d'une manifestation à laquelle M. Chabert a participé et qui était organisée par le Rassemblement du Droit au Logement; elle comportait toute une série de témoignages et d'ouvrages qui montraient la détresse de milliers de personnes par rapport à la situation du logement.

Je trouve que ces expositions sont très modestes mais criantes de vérité; elles s'inscrivent dans la perspective historique du loge-

ment social version 2002. Elles ont aussi l'avantage, au lieu de coûter 60 millions, de coûter plutôt 600.000 francs. Je suggérerais que vous puissiez, selon l'objectif que vous poursuivez, et qui est très louable, d'éducation permanente, inviter, comme vous le souhaitez, les écoles et le public à visiter ces expositions. Il vous resterait donc 59,4 millions de francs pour essayer de faire valoir plus valablement encore les initiatives que vous pouvez prendre et que vous incluez dans votre budget de promotion.

**M. le Président.** — La parole est à M. Alain Hutchinson, secrétaire d'Etat.

**M. Alain Hutchinson,** secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement. — Monsieur le Président, Monsieur Lemaire, je m'étonne vraiment des réactions négatives qui sont les vôtres, je vous l'ai déjà dit, par rapport à l'organisation prochaine de l'exposition sur l'histoire du logement social à Bruxelles, parce que, selon moi, celle-ci répond, et j'en suis convaincu, à des préoccupations et à des attentes aussi légitimes que fondamentales.

Au cours des quatre années à venir, la Région bruxelloise va consacrer près de 250 millions d'euros — près de 10 milliards de francs — à l'amélioration des conditions de vie des habitants du logement social à Bruxelles. Cela représentera la rénovation de plus de 17.000 logements, la rénovation des espaces publics autour de nos grandes cités, un soutien important des politiques sociales destinées aux familles bruxelloises les plus fragilisées.

Bien qu'indispensable, cet effort, il faut le reconnaître, est un effort de taille.

A ce titre, il me semble que les Bruxellois et les contribuables bruxellois, précisément, sont en droit de savoir comment cet argent est utilisé et, pour ce faire, de se faire expliquer de façon scientifique et exhaustive la problématique du logement social, ses origines et son évolution.

D'autre part, vous le savez comme moi, 38.000 familles bénéficient d'un logement social à Bruxelles, ce qui représente 8 % de notre population. Expliquer, présenter le logement social lors d'une exposition, c'est mieux faire connaître une partie importante de nos habitants. C'est notamment expliquer leurs attentes, leurs besoins qui, comme ceux de tous les Bruxellois, sont multiples et ont légitimement évolué depuis les premières initiatives des logements sociaux, ce dont notre patrimoine témoigne encore.

C'est aussi donner à 38.000 familles une place dans le tissu social et urbain de Bruxelles.

C'est, enfin, l'occasion de rappeler que le logement social doit redevenir un véritable outil d'émancipation pour ceux qui l'occupent.

Enfin, et vous avez raison de le souligner, malgré l'effort budgétaire consenti, la situation du logement social est préoccupante. Je ne vais pas vous rappeler que, selon le rapport sur la pauvreté, nous savons que 50 % des ménages bruxellois, soit 200.000 familles, remplissent les conditions d'accès au logement social. Il est donc impératif, selon moi, de mener une réflexion de fond sur le sujet, de préparer l'avenir de notre région et, à cet égard, d'inviter à cette

réflexion tous les intervenants en matière de logement social et tous les Bruxellois.

Répondre aux attentes légitimes des citoyens bruxellois, faire mieux connaître nos habitants, redonner leur place aux plus méconnus d'entre eux, expliquer le pourquoi et le comment du logement social, préparer l'avenir de Bruxelles en cette matière, ne sont-ce pas là, à votre avis, des préoccupations majeures qui valent bien qu'on s'y arrête le temps d'une exposition ? Cela m'a semblé positif et avec moi, la Société du logement de notre région qui commandite ce projet ainsi que tous les partenaires associatifs qui ont été largement consultés à cet égard.

Je ne vais pas en présenter ici le contenu parce que nous parlons de choses tout à fait différentes lorsque vous évoquez les petites expositions qui ont eu lieu ici. J'aurai l'occasion, dès que nous serons prêts, de faire un communiqué prochainement à cet égard.

A cette occasion, vous découvrirez qu'effectivement, cette exposition dont nous parlons n'est en rien comparable à celles que vous citez. Parce qu'elle se veut scientifique, didactique et plurielle et parce qu'elle vise un très large public — c'est, en effet, une exposition grand public que je souhaite organiser —, cette exposition coûtera effectivement un million et demi d'euros. Il est vrai que peut se poser la question de l'utilité de cette initiative face aux urgences de cet important secteur de mes compétences.

Comme je l'ai déjà expliqué, ce budget n'est en rien retiré au budget destiné à l'aménagement des logements sociaux; il est consenti par les moyens de crédit qui servent effectivement à communiquer généralement les politiques que le gouvernement mène dans ses différentes compétences.

**M. le Président.** — La parole est à M. Michel Lemaire.

**M. Michel Lemaire.** — Monsieur le Président, je voudrais faire part de mon ahurissement après la réponse de M. Hutchinson. Il parle, en me citant, de la description que j'aurais faite d'un projet. Je n'ai pas décrit un projet. J'ai dit que je trouvais invraisemblable qu'un projet coûte soixante millions.

En revanche, Monsieur le Secrétaire d'Etat, je vous ai posé une question. Vous me parlez d'un projet qui ne va pas amputer votre budget du logement social puisqu'il est financé sur un budget de promotion. J'avoue que je suis quelque peu déçu de la manière dont vous vous défendez dans la presse, en signalant que, par rapport à vous, le ministre Gosuin a un budget beaucoup plus important pour sa campagne sur la qualité de l'air. Ce sont des choses tout à fait différentes !

**M. Alain Hutchinson,** secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement. — Monsieur Lemaire je trouve que vous commencez vraiment à faire de la démagogie. Vous vous êtes décidément rangé dans le clan des aigris ! Je n'ai d'ailleurs pas fait de déclaration de ce genre. J'ai simplement signalé à titre d'exemple que tous les ministres disposaient de moyens pour faire connaître leur politique et notamment — parce que ce cas me traversait l'esprit à ce moment-là — M. Gosuin qui fait des communications sur la problématique de l'air pour l'instant. Ce n'est pas du tout de manière agressive que j'ai parlé, vous le savez très bien. Nous avons tous besoin, à un certain moment, d'informer publiquement les Bruxel-

lois des droits qui sont les leurs dans une série de matières et des services auxquels ils peuvent faire appel, et la presse n'est pas l'unique outil dont nous disposons. Je trouve que vous exagérez, Monsieur Lemaire !

**M. Michel Lemaire.** — Monsieur Hutchinson, je suis très étonné, vous nous dites que vous n'avez pas fait de déclaration mais que vous avez simplement communiqué. Mettez-vous d'accord avec vous-même et expliquez-moi la différence entre les deux termes. Vous vous êtes exprimé dans un journal et, comme je sais lire, j'ai lu le compte rendu de vos propos. C'est la raison pour laquelle, très modestement, je viens vous interroger.

**M. le Président.** — Concluez, je vous en prie, Monsieur Lemaire, parce que vous dépassez votre temps de parole.

**M. Michel Lemaire.** — Monsieur le Président, le règlement me permet de poser une question complémentaire.

Je voudrais être constructif malgré l'énorme déception que je ressens à la suite de votre réponse, Monsieur le Secrétaire d'Etat. Quel sort faites-vous à ma proposition qui est la suivante : deux expositions ont été organisées, qui collent à l'histoire du logement social, qui montrent la misère en 2002. Pourquoi ne les incluez-vous pas dans votre action ? Vous qui êtes le chantre de l'éducation permanente, ce qui me semble être une qualité, pourquoi ne faites-vous pas défiler, comme vous le souhaitez, sous votre patronage — j'y insiste — les écoles et le public pour qu'ils pénètrent de cet aspect de la réalité ?

**M. le Président.** — Monsieur Lemaire, on a déjà doublé le temps de parole pour l'échange des questions d'actualité. Le règlement prévoit cinq minutes pour la question et la réponse et nous en sommes déjà à dix minutes !

La parole est à M. Hutchinson, secrétaire d'Etat, pour un dernier élément de réponse.

**M. Alain Hutchinson,** secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Logement. — Monsieur le Président, je voudrais signaler à M. Lemaire que je participais aussi à cet événement organisé sur la Place de la Monnaie par le RBDH. J'y ai même joué au jeu de l'oie ! J'ai vu les expositions dont il parle, très modestes certes, mais qui ont bien entendu tout mon soutien.

Monsieur Lemaire, je puis vous assurer que si j'ai l'occasion de les présenter, je le ferai. J'en ai d'ailleurs déjà discuté avec les acteurs du secteur.

**M. Michel Lemaire.** — Cela risque de gonfler encore la facture des soixante millions !

**DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER JOS VAN ASSCHE AAN DE HEER FRANCOIS-XAVIER DE DONNEA, MINISTER-MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STADSVERNIEUWING EN WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK, BETREFFENDE « HET OVERLEG MET DE BEWONERS VAN DE WIJKEN**

**WAAR DE EUROPESE INSTELLINGEN GEVESTIGD ZIJN NAAR AANLEIDING VAN DE EUROPESE TOP OP 24 EN 25 OKTOBER »**

**QUESTION D'ACTUALITE DE M. JOS VAN ASSCHE A M. FRANCOIS-XAVIER DE DONNEA, MINISTRE-PRESIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGE DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA RENOVATION URBAINE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, CONCERNANT « LA CONCERTATION AVEC LA POPULATION DU QUARTIER DES INSTITUTIONS EUROPEENNES A L'OCCASION DU SOMMET EUROPEEN DES 24 ET 25 OCTOBRE »**

**De Voorzitter.** — De heer Jos Van Assche heeft het woord voor het stellen van de vraag.

**De heer Jos Van Assche.** — Mijnheer de Voorzitter, u kunt alvast gerust zijn, want ik zal heel wat korter zijn dan de vorige vraagsteller.

Mijnheer de Minister-President, na de autoloze zondag waarbij de hele stad lam werd gelegd, wordt thans de Europese wijk wegens de Europese top afgesloten. Opnieuw zullen werknemers pasjes moeten vragen om toegang tot hun kantoren te krijgen en opnieuw wordt de lokale middenstand geconfronteerd met het probleem dat hun zaak nagenoeg onbereikbaar is voor potentiële klanten.

Is er nu wel ampel overleg geweest met de middenstand en hun organisaties ? Hoe schatten de middenstanders en de wijkbewoners de afgrenzing van hun wijk in en hoe zien ze dat evolueren in de toekomst ? Ten slotte, welke maatregelen zult u nemen om de eventuele hinder voor de middenstanders en wijkbewoners tot het minimum te herleiden ?

**De Voorzitter.** — De heer François-Xavier de Donnea, Minister-President, heeft het woord.

**De heer François-Xavier de Donnea,** Minister-President van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek. — Mijnheer de Voorzitter, ik denk dat ik de heer Van Assche volledig gerust kan stellen. Ik ben zelf de situatie ter plekke gaan controleren en alles verliep zeer vlot. De tunnels werden op mijn aanvraag niet gesloten; de veiligheidsperimeter was deze keer zeer beperkt en ik ben ervan overtuigd dat de maatregelen een zeer kleine weerslag zullen hebben op de wijkbewoners.

Overigens, de baten van zulke toppen in Brussel zijn aanzienlijk, tenminste als er geen betogingen zijn, in vergelijking met de luttel nadelen voor een zeer beperkt aantal personen die in de desbetreffende wijk wonen of werken.

De bevoegde autoriteiten hebben nu een gezonde oplossing gevonden waarbij de veiligheid op de top is gewaarborgd zonder dat de hele stad geblokkeerd wordt, zoals dat wel het geval was op 21 september vorig jaar net na de aanslagen van 11 september. U

begrijpt dat men toen extra veiligheidsmaatregelen heeft willen nemen. Dit jaar verloopt alles zeer vlot met een minimale hinder voor de inwoners. Kijken we liever naar het positief effect van Europa voor Brussel het hele jaar. Dat is wat telt. Er zijn inderdaad kleine neveneffecten, maar men kan moeilijk boter krijgen zonder daarvoor de prijs te betalen.

**De Voorzitter.** — De heer Jos Van Assche heeft het woord voor een aanvullende vraag.

**De heer Jos Van Assche.** — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de Minister-President voor zijn antwoord, al zijn we het niet eens over de enorme voordelen die de Europese instellingen voor Brussel opleveren, en zullen we het ook nooit eens worden. Het is overigens niet het moment, noch de plaats om daarover de discussie aan te gaan.

In ieder geval, ik acteer dat de betrokken middenstanders en wijkbewoners voortaan op hun beide oren zullen kunnen slapen. Ik heb mij vandaag tot tolk gemaakt van de wrevel en het ongemak van een aantal middenstanders die mij daarover hebben aangesproken en die bovendien ideologisch aanleunen bij de Minister-President, met name leden van het Liberaal Verbond van Zelfstandigen.

**De heer François-Xavier de Donnea,** Minister-President van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek. — Mijnheer de Voorzitter, na de sluiting van het Berlaymont-gebouw heeft men het verval van de aanpalende Sint-Stevensstraat kunnen constateren. Dat geeft een idee van wat er zou gebeuren indien Europa uit Brussel wegtrok. Wie die kleine problemen vier tot zes dagen per jaar niet kan verdragen, gaat buiten op het platteland wonen.

**DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DOMINIEK LOOTENS-STAE LAAN DE HEER JOS CHABERT, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET OPBENBARE WERKEN, VERVOER, BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP BETREFFENDE « DE WERKING VAN DE OBSERVATIECAMERA'S VAN DE MIVB »**

**QUESTION D'ACTUALITE DE M. DOMINIEK LOOTENS-STAE LA M. JOS CHABERT, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGE DES TRAVAUX PUBLICS, DU TRANSPORT ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MEDICALE URGENTE, CONCERNANT « LE FONCTIONNEMENT DES CAMERAS DE SURVEILLANCE DE LA STIB »**

**QUESTION D'ACTUALITE JOINTE DE M. ALBERT MAHIEU, CONCERNANT « LE NON-FONCTIONNEMENT DES CAMERAS DE SURVEILLANCE SUR LE RESEAU STIB »**

**TOEGEVOEGDE DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER ALBERT MAHIEU, BETREFFENDE « HET NIET-FUNC-**

**TIONEREN VAN DE BEWAKINGSCAMERA'S OP HET MIVB-NET »**

**De Voorzitter.** — De heer Dominiek Lootens-Stael heeft het woord voor het stellen van de vraag.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Mijnheer de Minister, enkele dagen geleden op 17 oktober overleed een zeventigjarige vrouw die op 10 oktober in het metrostation Merode gemolesteerd werd door een drietal jonge Afrikanen voor een buit van amper 50 euro.

Naar aanleiding van dat pijnlijke en tragische incident zijn enkele cijfers met betrekking tot de criminaliteit in de Brusselse metro's bekendgemaakt. Eergisteren nog heeft mijn collega-kamerlid Bart Laeremans minister van Binnenlandse Zaken Duquesne geïnterpelleerd over de cijfers van de criminaliteit in de metro en ik moet toegeven dat die voor mij onthutsend zijn. Ik haal ze even aan. De minister van Binnenlandse Zaken zegt dat het aantal diefstallen met geweld in 1999 268 bedroeg, terwijl dat voor 2000 nu al — we zijn nog maar oktober — 331 is. Dat wil zeggen dat er meer dan 1 diefstal met geweld per dag in onze metro wordt gepleegd. In totaal schommelt het aantal criminele feiten in de metro tussen 2 500 en 3 000 per jaar, het ene jaar wat meer dan het andere, zo wist minister Duquesne in de Kamer te vertellen eergisteren. Dit jaar belooft alvast een uitschieter te worden; de eindejaarsperiode komt er immers nog aan.

Wanneer mensen van de MIVB dan komen verklaren voor de televisiecamera's dat de Brusselse metro een van veiligste ter wereld is, dan is dat voor de Brusselse burger absoluut niet relevant. Voor slachtoffers van zulke feiten is hun uitspraak — misschien zijn ze daar niet blijven bij stilstaan — zelfs kwetsend.

Naar aanleiding van het pijnlijke incident mochten we ook vernemen dat de talrijke camera's die de metrogebouwen her en der bewaken, niet functioneren en pas in werking worden gezet nadat er iets is gebeurd. Ik denk dat we er weinig boodschap aan hebben dat er camera's worden aangezet na de feiten, zeker in het tragische geval. Bovendien zouden er in de buurt van de roltrap waar het incident zich heeft voorgedaan, helemaal geen camera's zijn.

Ik heb mij gaan bevragen bij de diensten van de MIVB gisteren en daar wist men mij nog altijd niet te vertellen waar de aanval op de zeventigjarige vrouw zich precies heeft voorgedaan. Op het moment van de feiten was er wellicht geen personeel aanwezig.

Mijnheer de Minister, wat zult u concreet doen om ervoor te zorgen dat ten eerste, als er camera's opgesteld staan, ze functioneren, ten tweede, waar er geen camera's zijn, er komen? Ten derde, in het algemeen, wat zult u concreet doen om een einde te maken aan die torenhoge criminaliteit in onze metro's.

**M. le Président.** — La parole est à M. Albert Mahieu.

**M. Albert Mahieu.** — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, je voudrais brièvement vous poser une question sur ce qui s'est passé récemment dans le métro.

En fait, à Bruxelles, l'affaire Noël Malevez est à peine terminée que l'on a déjà l'affaire Fabry, du nom cette personne de 71 ans qui a été agressée.

Il faut se poser la question comme suit : si votre mère, votre épouse ou votre sœur devait, demain, avoir rendez-vous avec vous, que vous l'attendiez à Mérode et que vous ne la voyez pas venir, et que vous apprenez ensuite qu'elle est dans le coma, je voudrais savoir quelle réaction vous auriez. C'est exactement ce qui s'est passé dans ce cas-ci. Quant à l'intégration, il faut trois conditions pour « intégrer » : il faut éduquer, présenter du travail et garantir la sécurité pour tous. L'intégration est en effet un échec en Belgique. On le voit ici ! Plus que probablement, ces jeunes n'ont pas reçu l'éducation qu'il fallait ! Plus que probablement, on ne leur a pas offert du travail ! Et quant à la sécurité, pour eux et pour nous, vous voyez ce qu'il en advient.

Mes questions sont relativement claires. Je pense que la responsabilité civile, voire pénale, de la région est en jeu. Je dis qu'il faut s'occuper de ce genre de problème directement. Le dossier judiciaire a été mis à l'instruction; il est vide. C'est notre responsabilité de présenter des éléments au juge d'instruction chargé de cette enquête.

Je voudrais savoir combien il existe de caméras dans le métro ce qu'elles ont coûté, qui les utiles. Pourquoi ne filment-elles pas en permanence ? Je pense qu'il est relativement simple d'obtenir qu'une caméra prenne au moins une photo lorsque quelqu'un passe.

C'est un système simple; c'est tout à fait possible. Donc il ne faut pas venir m'expliquer que l'on manque de personnel. Tout cela c'est de l'outillage électronique.

Je demande surtout ce que nous allons faire pour l'avenir. Qu'allons-nous faire à partir de demain de façon à ce que, dans de tels cas, le dossier soit fourni, que tout le monde soit au courant et que l'on sache qu'on ne peut plus assassiner de vieilles dames dans le métro à Bruxelles.

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Jos Chabert, Minister.

**De heer Jos Chabert**, minister van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp. — Mijnheer de Voorzitter, in de eerste plaats wil ik mijn deelneming betuigen aan de familie van het slachtoffer. Het menselijk leed treft ons allemaal en we moeten ons allemaal inspannen om dergelijke feiten te voorkomen.

Het is zeker niet mijn bedoeling om bepaalde statistieken in verband met criminaliteit op het MIVB-net ondergronds en bovengronds te relativeren of te minimaliseren. Ik ben ervan overtuigd dat de burger recht heeft op veiligheid. Een enkele daad van agressie of een diefstal is er altijd een te veel, des te meer wanneer er een dodelijk slachtoffer te betreuren valt.

Ik heb hier een korte synthese van de MIVB-statistieken met een vergelijking tussen de cijfers van 1999, 2000 en 2001 en een voorlopige vaststelling van de cijfers voor 2002, waarna ik inga op het individuele geval.

Een kleine vergelijking tussen de gegevens van de ondergrondse installaties over eenzelfde periode van oktober 2001 tot oktober 2002 laat zien dat het aantal criminele feiten met aangifte van 180 naar 233 is gestegen. Het aantal feiten van vandalisme, vernieling, tagging en van het aanbrengen van graffiti is in de overeenstemmende periode gedaald van 1.169 naar 1.057. Dat betekent een daling van

4 %. De criminaliteit in haar geheel is toegenomen met een vijftigtal gevallen op een jaar tijd.

Er is dus geen spectaculaire kentering in het aantal misdrijven. Ik laat wel opmerken dat de metro jaarlijks 90 miljoen reizigers vervoert. Dat betekent dat 1 reiziger 1 kans op 900.000 op een fysieke agressie heeft. Ik herhaal het : dat is nog een teveel. In vergelijking met de algemene criminaliteitscijfers in buitenlandse netwerken van openbaar vervoer zijn we zeker niet bij de slechtste leerlingen van de klas.

Wat de technische vragen over de camera's betreft, heb ik reeds mevrouw Fraiteur geantwoord op haar gelijkaardige schriftelijke vraag nummer 318. Daarin vindt de heer Mahieu alle technische details opgenomen. Ik geef nog even wat algemene inlichtingen. Er zijn 600 camera's geïnstalleerd voor het algemeen toezicht in de stations. Die camera's bevinden zich in de stations en in de gebouwen van het ondergrondse MIVB-net. In tegenstelling tot wat de heer Lootens heeft gezegd, werken ze 24 uur per dag het hele jaar door.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Nemen ze ook op ?

**De heer Jos Chabert**, minister van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp. — Wat specifiek de camera's van het station Merode betreft, laat de MIVB mij weten dat die wel degelijk functioneerden op het ogenblik van de feiten en dat er helemaal geen panne was. Wat meer is, de federale politie heeft zelf de selectie van de beelden geraadpleegd die op het ogenblik van de overval genomen zijn. Jammer genoeg hebben dergelijke maatregelen tot vandaag nooit en nergens enige daad van agressie of criminaliteit kunnen voorkomen.

**De Voorzitter.** — De heer Dominiek Lootens-Stael heeft het woord voor een bijkomende vraag.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Mijnheer de Minister, ik doe een paar merkwaardige vaststellingen. De door u aangehaalde criminaliteitscijfers lopen in de honderden per jaar, terwijl die van de minister van Binnenlandse Zaken te situeren zijn tussen 2.500 en 3.000.

U zegt mij bovendien dat de camera's 24 uur per dag werken. Ik leid daaruit af dat ze ook 24 uur per dag opnemen, maar de minister van Binnenlandse Zaken heeft verklaard dat de camera's niet opnemen, omdat dat teveel geld kost en er daarvoor geen budget is. Wel wordt volgens hem de opname onmiddellijk gestart zodra er iets gebeurt. Dat is toch een heel groot verschil in het antwoord. Wie moeten we in deze geloven ? De minister van Binnenlandse Zaken die zegt dat de middelen er niet zijn en dat er overwogen wordt om een nieuwe installatie te kopen die de MIVB in staat moet stellen om 12 opnames tegelijk te maken ? Daaruit leid ik af dat zoiets vandaag nog niet het geval is.

Wie is er nu het best gedocumenteerd : de federale minister van Binnenlandse Zaken of de Brusselse minister bevoegd voor het openbaar vervoer in Brussel ? Wie vertelt de waarheid ?

**M. le Président.** — La parole est à M. Albert Mahieu.

**M. Albert Mahieu.** — Monsieur le Ministre, Mme Fabry sera enterrée samedi matin. J'ose espérer que, tout comme moi, vous serez présent à ses funérailles.

**De Voorzitter.** — Het woord is aan de heer Jos Chabert, minister.

**De heer Jos Chabert,** minister van de Brusselse hoofdstedelijke regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp. — Mijnheer de Voorzitter, indien de minister van Binnenlandse Zaken aan de heer Laeremans andere cijfers heeft meegedeeld, dan houd ik mij aanbevolen om dat te laten onderzoeken. In ieder geval heb ik het raadslid de cijfers meegedeeld die ik van de MIVB heb gekregen. Daarenboven heeft de MIVB eraan toegevoegd dat de beelden werden onderzocht. Op het allereerste gezicht lijkt de minister van Binnenlandse Zaken informatie te hebben ontvangen die niet overeenstemt met de inlichtingen die ik heb gekregen. We zullen zien wie gelijk heeft. Daarover kan ik nu geen uitsluitsel geven.

**De heer Dominiek Lootens-Stael.** — Ik zal u een kopie bezorgen van de gegevens die ik heb.

**QUESTION D'ACTUALITE DE M. DENIS GRIMBERGHS A M. GUY VANHENGEL, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGE DES FINANCES, DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES RELATIONS EXTERIEURES CONCERNANT « LA CONFERENCE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT SUR LE PROJET DE BUDGET 2003 »**

**DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DENIS GRIMBERGHS AAN DE HEER GUY VANHENGEL, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET FINANCIEN, BEGROTING, OPENBAAR AMBT EN EXTERNE BETREKKINGEN BETREFFENDE « DE PERSCONFERENTIE VAN DE REGERING OVER HET ONTWERP VAN BEGROTING 2003 »**

**M. le Président.** — Je rappelle à M. Grimberghs que j'ai estimé irrecevable le premier libellé de sa question d'actualité. Je lui demanderai donc de s'en tenir à son deuxième libellé et de rester dans les limites de sa question d'actualité telle qu'elle a été acceptée.

La parole est à M. Denis Grimberghs.

**M. Denis Grimberghs.** — Monsieur le Président, le règlement interdisant toute lecture lors des questions d'actualité, je pourrai difficilement citer exactement le libellé que vous avez sur votre banc ... Monsieur le Ministre, je voudrais vous interroger non pas sur le Budget mais bien sur la manière dont vous communiquez en la matière. Vous vous souviendrez que le group CDH — je pense que certains, sur d'autres bancs, étaient un peu du même avis — s'est étonné du discours prononcé par M. de Donnea à l'occasion de la rentrée parlementaire sur « l'Etat de l'Union ». En effet, ce catalogue de bonnes intentions ne contenait aucune liste des prix. M. Verhofstadt, quant à lui, a organisé tout autrement son discours sur « l'Etat de l'Union » puisqu'il s'est présenté au Parlement fédéral après avoir négocié le Budget, ce qui lui a permis d'informer les députés et les sénateurs des grands axes budgétaires arrêtés pas son gouvernement.

Le Budget, c'est une affaire importante qui, comme vous le savez, Messieurs les Ministres, intéresse énormément le Parlement. Le vote du Budget est un des actes majeurs qu'il pose au cours d'une session. Vous devez donc convaincre les parlementaires, en particulier ceux qui vous soutiennent. Pour l'instant, les membres de la majorité ne sont guère nombreux dans l'hémicycle mais il se pourrait quand même que certains souhaitent que vous leur communiquiez au plus tôt les bonnes nouvelles que vous devez leur annoncer pour pouvoir voter avec enthousiasme l'accord qui est intervenu. Il est donc un peu étonnant que, contrairement à ce qui s'opère depuis plusieurs années, notamment au fédéral, vous n'organisiez pas les choses de telle manière que les bonnes nouvelles soient effectivement annoncées au Parlement avant d'être annoncées à la presse, voire être annoncées à la presse au Parlement !

**M. Christos Doulkeridis.** — L'année passée, M. Vanhengel a effectivement présenté le Budget à la presse juste avant de le présenter au Parlement.

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — J'ai fait ce que vous me demandez de faire !

**M. Denis Grimberghs.** — Par conséquent, le Parlement est hors circuit. Or, nous allons bien. Nous sommes réunis aujourd'hui et vous auriez éventuellement pu nous informer un peu. Bien entendu, les débats se poursuivront mais je pense ce ne serait pas un luxe que vous nous expliquiez les grands équilibres politiques. Ne pourriez-vous pas, Monsieur le Ministre, nous donner quelques indications sur la manière dont vous pourriez vous organiser à l'avenir pour que nous soyons davantage dans le coup ?

**M. le Président.** — La parole est à M. Guy Vanhengel, ministre.

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Monsieur le Président, Monsieur l'Honorable Membre du Parlement, c'est la première fois, à ma connaissance que l'on interroge un membre du gouvernement sur l'organisation des travaux parlementaires.

**M. Denis Grimberghs.** — Je ne vous interroge pas sur l'organisation des travaux parlementaires mais sur l'organisation de votre communication à la presse.

**M. Christos Doulkeridis.** — Monsieur Vanhengel, M. Marc De Haan de Télé-Bruxelles me demande par téléphone de réagir, au nom du groupe Ecolo, sur votre conférence de presse d'hier.

**M. le Président.** — Tenez votre conférence de presse en dehors de l'hémicycle, Monsieur Doulkeridis.

**M. Christos Doulkeridis.** — Nous devons réagir à une proposition de budget du gouvernement, mais c'est difficile car nous ne disposons d'aucun document.

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — L'année dernière, j'ai es-

sayé de faire l'exercice. Les interviews des membres de l'opposition se faisaient au Parlement, puisque tout le monde était là, avant même que j'aie fait mon exposé.

**M. Christos Doukeridis.** — Certainement pas !

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Le gouvernement doit faire le travail qui lui incombe. Nous l'avons fait.

Les choses se passent de la même façon dans tous les gouvernements. Dès qu'un accord politique intervient, il est tout à fait normal qu'il y ait une communication claire des grandes lignes de force, par exemple d'un projet de budget. C'est ce que nous avons fait hier.

En ce qui concerne la problématique du « *State of the Union* », des discussions ont lieu, aussi bien du côté fédéral que du côté flamand, sur le timing de cette déclaration. Une discussion plus approfondie au sein de nos institutions bruxelloises pourrait également être intéressante.

Du côté flamand, on essaie d'avancer les travaux budgétaires, surtout pour avoir, au moment de la déclaration de M. Patrick Dewael, des éléments qui permettent de densifier le débat, chiffres à l'appui. Mais nous constatons que, du fait que les travaux budgétaires se font très tôt, il faut par la suite justifier, rectifier et qu'un débat ait lieu. C'est pour cette raison que, du côté flamand, on étudie une piste qui permettrait de retarder la déclaration afin qu'elle ait lieu en même temps que la présentation du budget. C'est une piste que nous pourrions aussi suivre.

Maintenant, nous allons procéder à l'élaboration des documents budgétaires. Le délai légal pour leur dépôt est fixé au 31 octobre à minuit, soit jeudi soir. Mais je ne vais pas, comme cela s'est fait dans le passé, retenir des collaborateurs du Parlement, de mon cabinet et de mon administration pour déposer ces documents ici jeudi à minuit. Il entre dans mes intentions de déposer lundi prochain les documents qui permettront au Parlement d'entamer ses travaux.

**M. Denis Grimberghs.** — Le 4 ?

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Oui.

**M. Denis Grimberghs.** — Monsieur le Président, je voudrais réagir brièvement.

D'abord, une bonne nouvelle. Je pense que M. Vanhengel tient des propos mesurés sur l'utilité d'améliorer le système pour tout le monde. Je suis tout à fait d'accord avec lui : il faut qu'on en parle. Je me souviens d'ailleurs vaguement que la loi sur la comptabilité de l'Etat prévoit l'obligation de fournir pour le 30 septembre des notes anticipées sur les politiques. L'idée était aussi que si l'on avait déterminé un certain nombre de politiques, malgré la puissance de ce gouvernement dans sa communication à la presse, je suis sûr, Monsieur Vanhengel, que tout ce que vous avez dit aux journalistes n'a pu être transcrit dans la bonne presse.

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Si, si !

**M. Denis Grimberghs.** — Pas intégralement, et je le comprendrais. A moins que vous n'avez acheté de l'espace. J'imagine que vous avez dit plus que ce que la presse a bien voulu relayer dans les journaux.

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Pas du tout.

**M. Denis Grimberghs.** — Je voudrais dès lors que vous nous donniez copie intégrale de votre conférence de presse, afin que mes collègues puissent réagir sur la base d'un outil objectif.

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — (*Montrant un tableau.*)

Je vous réfère à l'article du *Standaard* : « Le gouvernement bruxellois a communiqué ses grandes lignes de force, qui figuraient sur une feuille. ».

Je vous la remets.

**M. Denis Grimberghs.** — Enfin, troisième remarque, vous évoquez le fait que vous n'allez pas retenir vos collaborateurs pour remettre ces documents le 4 plutôt que le 31. Mais alors, vos collaborateurs risquent de travailler le week-end ! Il serait préférable de les remettre le jeudi soir — ils pourrait alors aller en week-end — même si cela ne part chez l'imprimeur que le lundi matin.

**M. Guy Vanhengel,** ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures. — Permettez que je règle cette question moi-même avec mes collaborateurs : je me charge de l'intérêt du cabinet ! (*Sourires.*)

**M. le Président.** — Nous interrompons ici nos travaux pour reprendre l'ordre du jour de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune.

Wij onderbreken hier onze werkzaamheden om de agenda van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te hervatten.

— *La séance plénière est suspendue à 15 h 20.*

*De plenaire vergadering wordt geschorst om 15.20 uur.*

*Elle est reprise à 16 h 20.*

*Ze wordt om 16.20 uur hervat.*

*(Mme Magda De Galan, Présidente, reprend place au fauteuil présidentiel.)*

*(Mevrouw Magda De Galan, Voorzitter, treedt opnieuw als voorzitter op.)*

**Mme la Présidente.** — La séance est reprise.

De vergadering wordt hervat.

#### VOTES NOMINATIFS

#### NAAMSTEMMINGEN

**Mme la Présidente.** — L'ordre du jour appelle les votes nominatifs sur le projet et la proposition dont l'examen est terminé.

Aan de orde zijn de naamstemmingen over het afgehandelde ontwerp en het voorstel.

#### PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ASSENTIMENT A L'ACCORD DE COOPERATION DU 24 MAI 2002 ENTRE L'AUTORITE FEDERALE ET LES REGIONS RELATIF A LA CREATION D'UNE AGENCE POUR LE COMMERCE EXTERIEUR

*Vote sur l'ensemble*

#### ONTWERP VAN ORDONNANTIE HOUDENDE INSTEMMING MET HET SAMENWERKINGSAKKOORD VAN 24 MEI 2002 TUSSEN DE FEDERALE OVERHEID EN DE GEWESTEN MET BETREKKING TOT DE OPRICHTING VAN EEN AGENTSCHAP VOOR BUITENLANDSE HANDEL

*Stemming over het geheel*

**Mme la Présidente.** — Nous passons au vote nominatif sur le projet d'ordonnance.

Wij stemmen nu over het ontwerp van ordonnantie.

Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

*Résultat du vote :*

*Uitslag van de stemming :*

60 membres sont présents.

60 leden zijn aanwezig.

45 votent oui.

45 stemmen ja.

7 votent non.

7 stemmen neen.

8 s'abstiennent.

8 onthouden zich.

En conséquence, le projet d'ordonnance est adopté. Il sera soumis à la sanction du gouvernement.

Bijgevolg is het ontwerp van ordonnantie aangenomen. Het zal ter bekrachtiging aan de regering worden voorgelegd.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

MM. Adriaens, Azzouzi, Mmes Bertieaux, Bouarfa, Braeckman, M. Bultot, Mmes Byttebier, Caron, Carthé, MM. Clerfayt, Cools, Mme De Galan, MM. Daems, Daïf, De Decker, de Lobkowitz, De Wolf, Decourty, Mmes Derbaki Sbaï, Emmery, M. Gatz, Mme Geuten, MM. Grijp, Ide, Lahssaini, Mmes Lemesre, Meunier, M. Michel, Mme Molenberg, M. Moock, Mme Mouzon, MM. Ouezekhti, Parmentier, Mme Payfa, M. Pesztat, Mme Riquet, MM. Roelants du Vivier, Romdhani, van Eyll, Van Roye, Vanraes, Vervoort, Mme Wynants, MM. de Clippele et de Jonghe d'Ardoye d'Erp.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

M. Cerexhe, Mmes de Groote, Fraiteur, MM. Grimberghs, Le-maire, Mahieu et Riguelle.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

M. Arckens, Mmes Bastien, Grouwels, MM. Hance, Lootens-Stael, Mme Rorive, MM. Van Assche et Vandenbossche.

#### PROPOSITION DE RESOLUTION VISANT A ENCOURAGER L'ACHAT DE PRODUITS ET SERVICES ISSUS DU COMMERCE EQUITABLE

*Vote nominatif*

#### VOORSTEL VAN RESOLUTIE TER BEVORDERING VAN DE AANKOOP VAN FAIR TRADE-PRODUCTEN EN -DIENSTEN

*Naamstemming*

**Mme la Présidente.** — Nous passons au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution.

Wij stemmen over het geheel van het voorstel van resolutie.

Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

*Résultat du vote :*

*Uitslag van de stemming :*

60 membres sont présents.

60 leden zijn aanwezig.

54 votent oui.

54 stemmen ja.

4 votent non.

4 stemmen neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de résolution est adoptée.

Bijgevolg is het voorstel van resolutie aangenomen.

Ont voté oui :

MM. Adriaens, Azzouzi, Mmes Bertieaux, Bouarfa, Braeckman, M. Bultot, Mmes Byttebier, Caron, Carthé, MM. Cerexhe, Clerfayt, Cools, Mme De Galan, MM. Daems, Daïf, De Decker, Mme de Groote, MM. de Lobkowitz, De Wolf, Decourty, Mmes Derbaki Sbaï, Emmery, Fraiteur, M. Gatz, Mme Geuten, MM. Grijp, Grimberghs, Mme Grouwels, MM. Ide, Lahssaini, Lemaire, Mme Lemesre, M. Mahieu, Mme Meunier, M. Michel, Mme Molenberg,

M. Moock, Mme Mouzon, MM. Ouezekhti, Parmentier, Mme Payfa, MM. Pesztat, Riguelle, Mme Riquet, MM. Roelants du Vivier, Romdhani, Vandenbossche, van Eyll, Van Roye, Vanraes, Vervoort, Mme Wynants, MM. de Clippele et de Jonghe d'Ardoye d'Erp.

Ont voté non :

Neen hebben gestemd :

MM. Arckens, Hance, Lootens-Stael et M. Van Assche.

Se sont abstenues :

Hebben zich onthouden :

Mmes Bastien et Rorive.

**Mme la Présidente.** — La séance plénière du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est close.

De plenaire vergadering van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad is gesloten.

Prochaine séance plénière sur convocation de la Présidente.

Volgende plenaire vergadering op bijeenroeping van mevrouw de Voorzitter.

*La séance plénière est levée à 16 h 25.*

*De plenaire vergadering wordt om 16.25 uur gesloten.*

